

# Pollution : la fin de la gratuité des transports en commun est "logique", selon le président des défenseurs d'usagers

Le président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports publics, Marc Pélissier, a déclaré mardi sur franceinfo qu'il trouvait normal que les transports ne soient plus gratuits lors des alertes pollutions.



Des passagers attendent le RER B à l'arrêt Stade de France (Photo d'illustration). (ARNAUD JOURNOIS / MAXPPP)

Les transports en commun parisiens ne sont plus gratuits en cas de dépassement du seuil d'alerte pollution aux particules fines. Cette mesure coûtait environ quatre millions d'euros par jour, selon le vice-président de la région Île-de-France. Désormais, un forfait anti-pollution, vendu 3,80 euros, est proposé aux usagers.

Marc Pélissier, président de la Fédération Nationale des associations d'usagers des transports publics (FNAUT) d'Ile de France, se dit, mardi 24 janvier sur franceinfo, favorable à la fin de cette gratuité dans les transports en commun en cas de pic de pollution.

**Les usagers doivent désormais payer les transports en commun en période de pollution. Trouvez-vous cela normal ?**

**Marc Pélissier :** Oui, cela ne fait pas plaisir mais c'est plus logique car les seuils de pollution ont été modifiés. Il va y avoir de plus en plus d'alertes et cela va représenter 80 millions d'euros par an de manque à gagner pour les transports franciliens. Notre priorité, c'est que l'investissement dans le développement de l'offre ne soit pas entravé par ce type de perte.

**Qu'est-ce que le forfait antipollution ?**

C'est un ticket à 3,80 euros par jour. C'est beaucoup moins cher que le prix habituel. Un aller-retour Meaux-Paris coûte 16 euros normalement.

**Est-ce une manière de responsabiliser les citoyens ?**

Oui. Par ailleurs, nous avons constaté en 2015, lors d'une journée de pollution sans circulation alternée et avec la gratuité des transports en commun, que l'effet a été quasi imperceptible. Il y a autre chose : les abonnés ne comprenaient pas pourquoi il y avait une gratuité alors qu'eux avaient déjà payés. Là au moins, c'est plus clair, plus équitable. Il faut un peu de coercition.

**"C'est plus logique de payer car les pics de pollution vont augmenter", Marc Pélissier, président de la FNAUT.**